

Le négoce d'électricité aiguise l'appétit des traders suisses de matières premières

L'électrification de la société, la volatilité et la libéralisation des marchés poussent les Trafigura, Gunvor et autres Glencore à développer leurs activités dans le commerce d'électrons. Mais ces ressorts de la transition énergétique sont difficiles à dompter

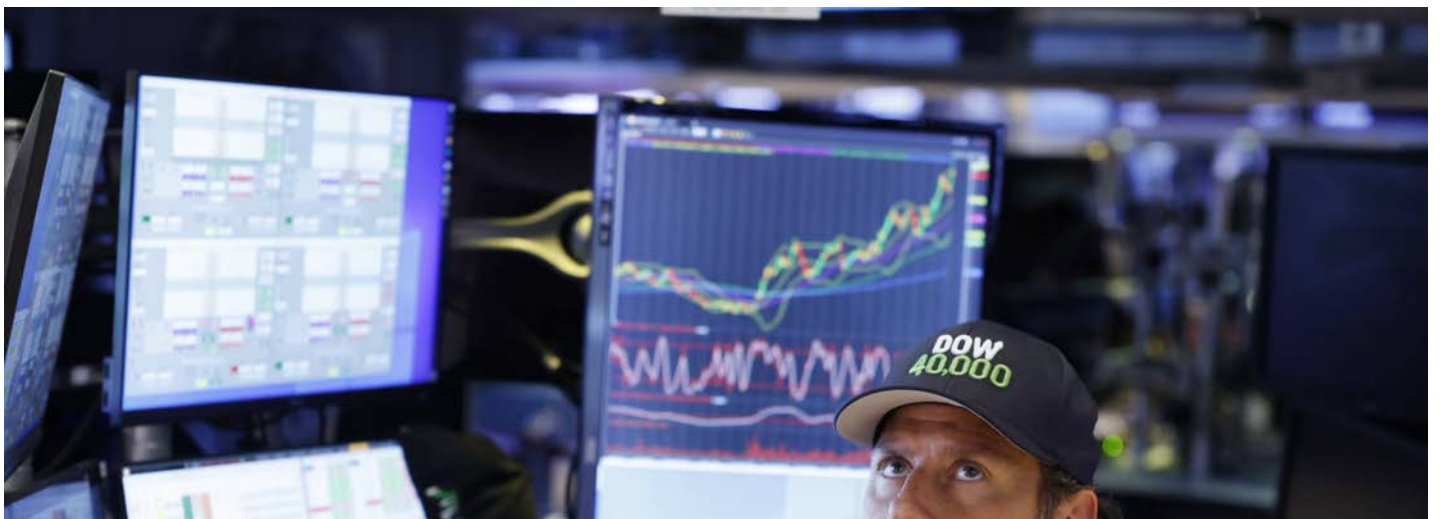




Image d'illustration. Le bureau d'un trader à Wall Street, le 16 mai 2024. — © John Angelillo / IMAGO / UPI Photo



Richard Etienne

Publié le 17 mai 2024 à 21:52. / Modifié le 20 mai 2024 à 17:36.

[PARTAGER](#) [OFFRIR L'ARTICLE](#)

Lausanne, début mai, dans la «salle de trading» d'Alpiq. Chaque poste est doté d'au moins quatre écrans. Ici, on vend et on achète de l'électricité, 7j/7, plusieurs années à l'avance ou à l'heure près. Des prix sont indiqués sur un graphique: le 28 avril entre 13 et 14h - un dimanche de beau temps - le mégawattheure valait - 52 euros. Le lendemain entre 19 et 20h, il s'échangeait à 140 euros. Une semaine plus tard, faute de vent en Allemagne, les tarifs en Suisse sont redevenus négatifs. Ça change tout le temps.

Or la volatilité, les négociants adorent. Elle permet de créer des arbitrages - autrement dit, de combler un décalage tarifaire entre deux endroits. Alors, forcément, les marchés de l'électricité attisent leur convoitise.

Alpiq s'y active depuis des décennies, tout comme d'autres producteurs d'électricité, dont Axpo et BKW en Suisse, le français EDF, l'allemand RWE ou l'espagnol Iberdrola. Des négociants de matières premières ont flairé des affaires il y a plusieurs années. Mercuria et Vitol s'y sont lancés en 2007. Mais le vrai démarrage, parmi les grands traders, est plus récent.

Métier en plein boom

«En vingt ans, ce métier a changé du tout au tout. Avant, il consistait à fournir de l'électricité au réseau. Aujourd'hui, il s'agit aussi d'apporter de la flexibilité, de composer avec les intermittences», estime Christoph Bellin, responsable Asset Trading chez Alpiq, qui nous fait visiter la salle de trading. «L'arrivée des renouvelables a donné un coup de pied dans la fourmilière. Elles ont amené une volatilité qui a fait venir un grand nombre d'acteurs», indique Laurent Vivier, le

directeur du power trading chez TotalEnergies, rencontré quelques jours plus tard dans un hôtel genevois. Avec l'électrification de la société, le métier est en plein boom, selon lui.

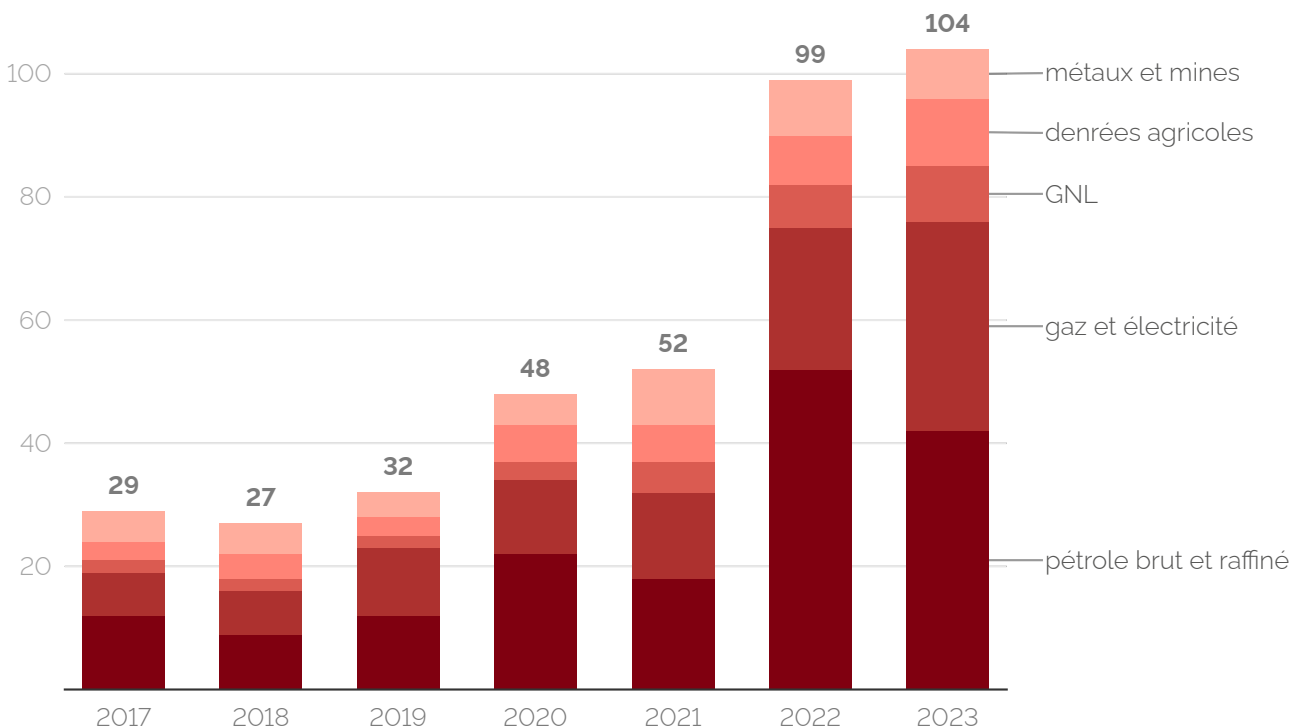
Lire aussi: Bataille de chiffres autour du coût du nucléaire

«Power trading». Ainsi nomme-t-on le négoce d'électricité dans le jargon du secteur. Cette activité, qui a débuté avec la libéralisation des marchés dans les années 1990 en Europe puis aux Etats-Unis, est désormais dopée par les renouvelables. Les salles de trading pullulent, remplies d'informations sur la météo, la force des vents, le niveau des barrages et des prix de l'électricité au quart d'heure. Elles sont les coulisses de la transition énergétique. Elles incarnent aussi le pari vert des Vitol, Trafigura et autres Gunvor, ces géants du pétrole. Domineront-ils aussi le négoce d'électrons? Qu'implique cette transition pour le hub suisse du trading? Des questions ouvertes.

Dans le sillage de la guerre en Ukraine, les cours du gaz et de l'électricité ont été volatils. Leurs prix sont corrélés car le premier sert largement à la fabrication du second. En 2023, c'est dans ces segments que les bénéfices ont le plus grimpé, selon un rapport du cabinet McKinsey publié ce printemps.

2023, l'année du gaz et de l'électricité

Bénéfices, en milliards de dollars, dans le trading de matières premières



Graphique: Le Temps • Source: McKinsey

En 2024, tout indique que les profits seront moins spectaculaires. Les maisons

danoises, les seules qui publient leurs chiffres, ont d'ailleurs fait état d'une baisse l'an dernier (après une année folle en 2022). Mais la tendance reste à la hausse.

Les maisons danoises? Elles s'appellent Danske Commodities, InCommodities, MFT, Norlys, Centrica ou Nitor Energy. L'agence [Bloomberg](#) qualifie la région où elles sont installées, entre les villes d'Aarhus et d'Aalborg, de «Silicon Valley du négoce européen de l'énergie». Ces nouveaux venus manient parfaitement les codes informatiques, l'intelligence artificielle et le trading algorithmique (qui voit les machines saisir automatiquement des ordres) là où dans l'industrie du pétrole, les traditions restent bien ancrées. Ils sont danois parce que c'est dans les pays nordiques que le marché s'est libéralisé en premier. Parce que Vestas, le grand fabricant d'éoliennes, a son siège à Aarhus, et parce qu'une université y forme des talents prisés des négociants.

Ce dernier point est essentiel car «le négoce d'électricité est compliqué. Beaucoup plus que celui de pétrole», selon un trader à Genève, qui souhaite ne pas être cité nommément. «Tout va beaucoup plus vite, il y a beaucoup plus de variables dont il faut tenir compte. Tellement que le cerveau humain ne peut plus gérer tout seul», confirme Laurent Vivier, de chez TotalEnergies.

Lire également notre grand format: [En Suisse, l'extraordinaire saga du pétrole russe touche à sa fin](#)

«Il y a 20 ans, nous avions un coup de fil par jour dans le marché intrajournalier. Aujourd'hui, nous effectuons plusieurs milliers d'opérations par jour sur ce même segment», relève Christoph Bellin, d'Alpiq. Impossible de composer sans les outils qui permettent de tirer parti en quelques fractions de seconde des variations de prix et d'analyser les immenses volumes échangés. «Le trading algorithmique, c'est comme la fonction autopilote d'un avion. Le trader s'en sert comme d'une aide pour optimiser les transactions et éviter des erreurs», image Christoph Bellin.

Il y a du volume et c'est compliqué parce qu'on peut difficilement stocker l'électricité et que l'offre est toujours plus intermittente. Or, le réseau doit rester à l'équilibre (il faut à tout moment lui injecter autant d'électrons qu'il n'en ressort, sinon c'est la panne et éventuellement la [catastrophe](#)). On veut, en plus, à la fois sécuriser l'approvisionnement et décarboner.

Parmi les variables, outre les défis géopolitiques, on peut citer un nuage qui passe devant le soleil et qui fait grimper le prix de l'électron pendant quelques minutes. La production des centrales à gaz, à charbon, nucléaire et hydraulique est contrôlable, ce qui permet de maintenir plus facilement l'équilibre du réseau. Le photovoltaïque et l'éolien dépendent par contre de la météo. Leur essor requiert

une flexibilité toujours plus importante.

Mercuria précurseur

Dans les années 1990, les producteurs s'occupaient de tout, de la production d'électricité à son transport et à sa vente au client final. C'était le temps des monopoles d'Etat. Pas de transparence ni de marché. La production était contrôlable, l'équilibre du réseau un non-sujet, la volatilité absente. Pour les traders, aucun terreau.

Puis les choses ont changé. Le Royaume-Uni et les pays nordiques ont libéralisé leur marché. L'Allemagne a fait de même, les autres pays ont suivi. L'Europe voulait ainsi renforcer les échanges entre ses Etats membres, mieux exploiter les synergies en matière de production d'électricité et diminuer les coûts du réseau. Des producteurs ont trouvé de nouveaux clients. En 1999, le français EDF crée avec Louis Dreyfus, un négociant de céréales, une filiale dans le trading d'énergie. Danske Commodities voit le jour en 2004.

Lire encore: [Les deux armes, suisses et secrètes, de TotalEnergies](#)

Mercuria, fondé cette année-là, se lance trois ans plus tard après avoir recruté dans l'effectif du groupe belge Electrabel. Au sein de l'entreprise genevoise, ce segment connaît un coup d'accélérateur en 2014, à la suite du rachat des activités de négoce de la banque américaine JP Morgan. Vitol commercialise des électrons en Europe depuis 2007 et outre-Atlantique depuis 2008. Trafigura mise sur ce business en 2019, Gunvor en 2020. Tous ont accéléré la cadence ces dernières années.

Aujourd'hui, Mercuria s'active sur ce front en Europe, aux Etats-Unis et en Australie et s'est lancé ce printemps au Japon, où le marché a été libéralisé il y a quelques années. Vitol envisagerait de faire de même. Des traders européens s'intéressent aussi à l'Inde et à la Chine, relève McKinsey dans son rapport.

Et Glencore? Rien dans ses rapports ne laisse entendre qu'il s'y est mis, mais le groupe zougais négocie depuis deux ans de l'électricité au sein de son département pétrolier à Londres et a ouvert un bureau dans cette optique aux Etats-Unis en 2023, selon nos informations.

Ces négociants, réputés pour leurs relations politiques et leurs compétences logistiques dans le transport de matières premières, misent sur l'IA et l'analyse de données. «D'une certaine manière, c'est une course aux armements», a déclaré Russell Hardy, le patron de Vitol, lors du FT Commodities Global Summit, à Lausanne ce printemps.

Des analystes, des mathématiciens, des informaticiens, des météorologues sont recrutés. Alpiq emploie 180 personnes dans sa division de trading, Gunvor une douzaine entre Genève, Londres et Madrid, TotalEnergies 300 rien qu'à Genève. Le géant français a ouvert des antennes dans ce cadre à Liège, Londres, Paris, Houston, Madrid et Düsseldorf.

Lire aussi: [En graphiques - Le siècle du fer et du lithium, ou l'histoire d'une ruée mondiale sur les minerais](#)

L'électricité est surtout échangée sur des bourses d'énergie (EpeX Spot, EEX, IPEX ou Nord Pool). Elles permettent de confronter en permanence des milliers d'offres et de demandes. Les ventes d'options croissent. Elles portent sur des capacités de production électrique, utilisées ou non, et fonctionnent comme des assurances. Lorsqu'il y a trop de vent ou pas assez de soleil, l'excédent ou le déficit est absorbé par l'assureur. Les contrats à long terme restent en vogue car ils permettent de sécuriser l'approvisionnement et de lisser les prix.

Des traders ont des actifs (BP, Axpo ou RWE), d'autres sont des purs financiers (Citadel, City ou Hartree). TotalEnergies a acquis ces dernières années des centrales à gaz en Belgique, en France, en Espagne et aux Etats-Unis et développe ses propres parcs éoliens et photovoltaïques. Vitol a investi dans des énergies renouvelables. Gunvor a repris en décembre une centrale électrique en Espagne.

La valeur ajoutée des négociants? «Apporter de la liquidité et de la fluidité au marché. Endosser les risques comme celui d'acheter et de trouver un acheteur plus tard, garantir des prix fixes à ceux qui en ont besoin. Ça nécessite d'avoir une vision claire de l'ensemble du secteur énergétique», selon un trader.

Genève placée

Avoir une vision claire, c'est ce qui pourrait jouer en faveur de Genève, qui figure parmi les bastions du power trading en Europe, derrière Londres et devant Aarhus. C'est d'ailleurs au bout du Léman que TotalEnergies a choisi de concentrer ses activités, alors à Londres, dans le «gas and power» en 2019.

La volonté de créer un pôle de trading européen et les incertitudes réglementaires britanniques de l'époque ont plaidé pour le canton, où se trouvait la division de négoce de pétrole du groupe. «Il fallait réunir ces équipes pour des questions de synergie», estime Laurent Vivier. La complémentarité entre le négoce de gaz, d'électricité et des métaux nécessaires à l'électrification de la société devrait d'ailleurs favoriser l'Arc lémanique, présent sur ces trois secteurs, selon les experts

interrogés.

Lire finalement: [IXM ou l'essor d'un négociant à Genève](#)

«On pourrait s'inquiéter pour la place genevoise si les négociants suisses se désintéressaient de ces nouveaux métiers, mais c'est tout le contraire», affirme le consultant Jean-François Lambert. «Ils se positionnent sur de multiples alternatives - l'hydrogène vert, l'éolien, le solaire et les biogaz - dont la capacité de générer des profits de trading demain n'est pas évidente, relève-t-il néanmoins. Mais ils n'ont pas le choix et, bonne nouvelle, ils disposent des moyens financiers compte tenu de leur trésor de guerre accumulé ces dernières années.»

Tout le monde s'accorde sur un point: un trader en pétrole ne peut pas devenir un trader en électricité, c'est trop différent. Or peu d'écoles ciblent ces métiers clés de la transition énergétique. «Je ne serai pas étonné de voir l'Université de Genève lancer une formation en la matière», conclut Laurent Vivier.
